

L'embargo français VDF :
Doublage cinématographique et télévisuel en version française

Jeanne Deslandes



(Photo : © Nevafilm)

Résumé

Cet article expose la nature de l'embargo français en matière de doublage de film en version française. Il trace l'historique du conflit France-Québec et décrit les interventions successives de René Lévesque, de Lise Bacon et de Louise Beaudoin dans ce dossier. Il expose ensuite le contenu du rapport Lampron pour en critiquer les conclusions. Suivant les limites de ce rapport, l'auteure conclut qu'une intervention musclée des politiciens est nécessaire afin de résoudre cet imbroglio et ainsi mettre fin à l'embargo de la France à l'égard du doublage québécois.

Plutôt embarrassant que cet embargo français! J'ignore comment nos politiciens acceptent de vivre avec une telle épine dans le pied, pour ne pas dire un couteau dans le dos mais, en tant que citoyenne, je suis extrêmement gênée de la situation qui prévaut, et les toutes récentes interventions gouvernementales ne font que s'ajouter à cette honte.

Malheureusement, trop de gens ne savent toujours pas que la France maintient un embargo sur les versions françaises de films doublés au Québec. À l'heure actuelle, la France n'accepte de projeter sur ses écrans que les versions doublées dans un pays de l'Union européenne. Ainsi, le Québec, la seule nation compétitrice à l'extérieur de la Communauté économique européenne, est victime d'un embargo commercial, lequel perdure malgré les interventions successives de René Lévesque, de Lise Bacon et de Louise Beaudoin.

La situation actuelle est la suivante. Tout film doublé en version française (VDF) au Québec a une sœur jumelle, une autre VDF créée en France et ce pour satisfaire l'abusives réglementation française. En fait, que le Québec soit parvenu à se tailler une place de choix dans ces conditions démontre l'inventivité, l'adresse et le brio des artisans du doublage québécois.

L'historique du contentieux

La litigieuse loi française est un acquis de l'après-guerre. En 1949, l'industrie française est dévastée en raison de l'arrêt de production durant la guerre. La France décrète alors un embargo sur tout film doublé à l'étranger. La réglementation stipule que les VDF distribuées en France doivent être pourvues d'un doublage réalisé dans un studio français. Ce décret instaure un monopole qui, à cette époque, ne touche pas le Québec. La production de films VDF au Québec ne débutera qu'en 1956.

Quand en 1961, sous de Gaulle, on reconduit l'article 18 de la loi française, le Québec se retrouve touché par cette loi. En 1975, l'Assemblée nationale vote une loi-miroir, soit un embargo réciproque : la Loi sur le cinéma. Dorénavant, afin d'obtenir un visa d'exploitation au Québec, les films étrangers doivent être doublés ou sous-titrés au Québec. Malheureusement, cette loi n'a jamais été appliquée.

En 1977, René Lévesque tente de négocier l'obtention d'un quota de cent films doublés au Québec en vue d'une exploitation en France. Les professionnels du doublage français répondent aussitôt par une grève. Dix-huit jours suffiront à leur donner gain de cause. Aucun quota n'est accordé au Québec et, de plus, les doubleurs français obtiennent des trois chaînes françaises de télévision publiques « l'accord des 42 heures » en vertu duquel ces dernières s'engagent à ne diffuser qu'un maximum de 42 heures par an de fictions doublées par des Québécois.

Germe ensuite au Québec, en 1982, l'embryon de la Loi 109. L'adoption de cette loi est motivée par l'alarmant recul des versions françaises diffusées en salle en faveur des versions originales anglaises (VOA) et non par la question de l'embargo.

La Loi 109 – « sang neuf », dit-on dans le milieu – entre en vigueur en octobre 1985; les VDF devront paraître dans les 60 jours suivant la primeur anglaise, sous peine de se voir retirer le visa d'exploitation en VOA. Au cours des deux premières années, les résultats sont navrants. Les *Majors* contournent la Loi en soumettant une VDF pitoyablement sous-titrée. Puis, ils attendent la VDF de la France et la distribuent au Québec dans un délai de loin supérieur à 60 jours.

En 1986, le gouvernement fédéral intervient. Sous le gouvernement Mulroney, Flora MacDonald, ministre des Communications, crée le Fonds d'aide au doublage. L'industrie dispose d'un budget annuel de trois millions de dollars.

Du côté du provincial, la ministre de la Culture, Lise Bacon, entreprend en janvier 1987 de négocier avec son homologue français, le ministre Léotard. La France convient que son protectionnisme frileux en matière de doublage est abusif. Cette démarche fait suite à la recommandation du comité d'experts composé d'industriels et de fonctionnaires français et québécois (le Comité mixte sur la coopération cinématographique et audio-visuelle). En août 1987, ce comité remettait un rapport avec une recommandation unanime : « que le gouvernement français modifie sa réglementation de manière à permettre l'entrée progressive des films doublés au Québec » (Communiqué : 3). En septembre 1987, le président Chirac et le premier ministre Bourassa endossent la démarche des ministres de la Culture.

Des négociations pour mettre au point les modalités de l'entente sont entamées entre la Délégation générale du Québec à Paris et de hauts fonctionnaires français et québécois. La ministre de la Culture s'entend alors avec son homologue français pour céder 20 % du marché des versions à doubler en français au Québec. En retour, le Canada devra abroger le Fonds fédéral d'aide au doublage que la France qualifie de *dumping*. Dès novembre 1987, le gouvernement fédéral propose de ne plus subventionner le doublage, puisque la France s'engage en échange à ouvrir son marché au doublage québécois. Or, viennent les élections françaises, et dès que le ministre Léotard annonce ses intentions, les pressions syndicales du milieu l'amènent à couper la poire en deux, et voilà qu'il n'offre plus que 10% du marché. Finalement, pressions syndicales obligent, il retournera sa veste pour, en bout de course, ne pas céder un iota et gagner ses élections.

Devant l'impasse des négociations, la ministre Bacon opte finalement pour un resserrement de la Loi 109. En décembre 1987, l'article 83 est modifié, et la Loi 59 exige une sortie simultanée des VDF et VOA. Le milieu cinématographique s'insurge contre cette mesure et obtient ainsi un moratoire de cinq mois. La ministre accepte de surseoir à l'application de l'article 83 durant le moratoire et, en échange, les distributeurs s'engagent à respecter davantage l'esprit de la loi précédente.

En février 1988, une deuxième rencontre des ministres Bacon et Léotard se conclut sur l'option de créer un terrain d'entente, et ce, au plus tard le 1^{er} janvier 1990. Puis, en octobre, les syndicats de comédiens signent une entente selon laquelle l'Union des artistes du Québec et le syndicat des artistes-interprètes de la

France s'engagent mutuellement à ne pas faire un nouveau doublage lorsqu'une VDF existe déjà.

Mais, toujours en octobre 1988, après la défaite de Chirac aux élections françaises, le nouveau conseiller aux affaires internationales, M. Gilles Chouraqui, déclare souhaiter reprendre les discussions à zéro. Il n'est pas question pour lui de tenir compte des engagements promis par le ministre défait.

Au Québec, le moratoire vient à terme. L'Institut québécois du cinéma (IQC) fait rapport sur la situation et confirme que les distributeurs font montre d'une bonne volonté de régler le problème. La ministre décide donc de reconduire le moratoire jusqu'en mai 1989. Entretemps, Canal Plus (un des plus grands diffuseurs de films dans les chaînes câblées en France) refuse de télédiffuser le long métrage canadien *Obsédée* (*Obsessed*, Robin Spry, 1987) doublé au Québec, bien que cette décision aille à l'encontre du protocole d'accord de 1988. Devant le constat du peu de collaboration de la France, au terme du délai du moratoire, une étude de l'IQC confirme qu'un délai de 45 jours est tout à fait raisonnable pour produire une VDF doublée au Québec. Le délai prévu dans la Loi 109 passe de 60 à 45 jours.

C'est sous l'égide de cette loi que le Québec s'approprie peu à peu le marché. La France, détentrice du monopole des VDF, est si lente à produire les traductions que la sortie des films doublés survient parfois plus d'un an après sa primeur VOA. Comme le Québec peut produire la VDF en moins de 45 jours, la Loi encourage les *Majors* à faire affaire au Québec. La rapidité de l'industrie du doublage québécois la rend très compétitive, ce qui assure une première victoire dans le contentieux des VDF. Les lois du marché promeuvent la seconde victoire, car les *Majors* ont tôt fait de s'apercevoir que deux VDF, une québécoise et une française, augmentent leur marge de profit, les VDF québécoises engendrant localement de meilleures recettes que les VDF françaises. En 1990, le Québec s'est accaparé 34 % du marché, puis en 1991, 39 % et en 1992, 41 %, soit beaucoup plus que les miettes offertes par la France à « l'heure du repentir ».

En 1992, la France modifie la Loi 47 (article 18 du Décret 62/62 de janvier 1961) de manière à s'adapter au libre commerce entre pays de l'Union européenne. Après l'entrée de la France dans la Communauté économique européenne (CEE), le Décret 96-776 stipule que les VDF distribuées en France doivent être doublées en France ou dans un pays de l'Union européenne. Dès lors, le Québec est le seul producteur de VDF pénalisé, puisqu'il est l'unique compétiteur extérieur à la CEE.

Nombre de VOA doublées en français et présentées en primeur, selon le lieu de doublage, Québec, 1990 à 2003

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Doublés au Québec	32 34%	44 39%	45 41%	66 49%	70 56%	85 62%	86 59%	73 57%	72 59%	69 54%	92 66%	91 71%	88 66%	98 69%
Doublés en France ou à l'extérieur du Québec	62 66%	70 61%	63 59%	68 51%	54 44%	52 38%	59 41%	55 43%	51 41%	58 46%	47 34%	37 29%	46 34%	45 31%
Total	94	114	108	134	124	137	145	128	123	127	139	129	134	143

Sources : Régie du cinéma, Alex Films inc., Association québécoise des industries techniques du cinéma et de la télévision ;
Compilation : Recherche - SODEC

Au Québec, la réponse n'est pas immédiate. Ayant accaparé une grande part du marché, les artisans de l'industrie du doublage restent impassibles. Ce n'est qu'en 1997 que l'Association québécoise des industries techniques du cinéma et de la télévision (AQITCT) et l'Union des artistes (UDA) alertent le gouvernement en raison d'un ralentissement des activités de doublage au Québec. L'industrie du doublage réclame haut et fort une intervention gouvernementale, accusant le protectionnisme excessif de la France. Partant du principe qu'il est inadmissible qu'un pays aussi avantagé, en raison de son bassin de population, maintienne un embargo commercial au détriment d'un pays compétiteur qui ne lui va pas à la cheville, l'UDA et l'AQITCT crient au loup. La ministre de la Culture, Louise Beaudoin, ouvre le dialogue avec son homologue français, M. Philippe Douste-Blazy. Le Québec menace d'interdire ses écrans aux films doublés en France et même de porter l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'il n'y a pas d'entente dès juillet 1997. Un comité mixte coprésidé par le Français Daniel Goudineau et le Québécois Pierre Lampron est alors chargé d'étudier la situation et d'énoncer les recommandations du comité franco-québécois. En août 1997 survient le dépôt du rapport Lampron. Conformément à une recommandation du rapport, le gouvernement du Québec met en place un crédit d'impôt de 15 %.

En 1998, le président de l'UDA, Pierre Curzi, sermonne le réalisateur américain Mike Nichols, lui reprochant d'avoir recouru à la distribution au Québec d'une version doublée en France de son film *Primary colors* (1998), alors que le film doublé au Québec dort sur les tablettes depuis six mois. Le débat est relancé, cependant l'UDA fait cavalier seul. Les deux paliers de gouvernement (fédéral et provincial) s'étant donnés bonne conscience en instituant un abri fiscal, chacun semble dorénavant considérer le dossier clos.

Il faudra attendre cinq ans pour qu'une deuxième recommandation du rapport Lampron soit mise en exécution. En 2003, la ministre de la Culture, Diane Lemieux, ajoute une norme aux règles sur l'admissibilité d'une production au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle. Conformément à la recommandation du rapport Lampron, l'admissibilité au crédit d'impôt n'est dorénavant valide que si le contrat pour réaliser la VDF est confié à une entreprise établie au Québec.

De plus, en 2003, un tarif préférentiel pour les visas accordés par la Régie du cinéma a été adopté pour les films distribués au Québec dans une VDF québécoise. Autrement dit, *Dreamworks*, le seul distributeur américain à refuser systématiquement de faire doubler ses productions au Québec, paie invariablement le plein prix pour ses visas d'exploitation.

Le rapport Lampron

Faire abolir le décret est « une solution incontournable », peut-on lire dans le rapport Lampron en août 1997 (30). Les recommandations sont pourtant mitigées à cet effet.

Le rapport arrive à trois constats :

1. Le décret n'a aucune justification, particulièrement dans le contexte de la libéralisation des échanges entre la France et le Québec.
2. Le Québec doit maintenir ses pressions en faveur de son abolition sans pour autant s'en remettre à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
3. L'industrie québécoise du doublage, comme la majorité des industries culturelles québécoises, a besoin d'un soutien particulier pour compenser les faiblesses structurelles de son marché (29).

De ces trois constats, le rapport déduit six recommandations. La première stipule qu'il est essentiel de « maintenir les pressions politiques et syndicales pour faire en sorte que le décret français soit aboli » (38). Cependant, bien que le document expose deux solutions légales pour arriver à ces fins, il n'en recommande aucune, misant plutôt sur les attaches diplomatiques réciproques. On ne conseille donc pas la contestation devant l'OMC, pas plus que le recours devant les tribunaux français.

La deuxième recommandation propose « que le gouvernement du Québec mette en place un crédit d'impôt de 15 % destiné aux entreprises québécoises de doublage » (38). Dès 1997, Louise Beaudoin, alors ministre de la culture au Québec, gère la mise en place d'un tel avantage fiscal. Il restera à voir si c'est là une bonne idée. Advenant un recours du Canada devant l'OMC, cette mesure sera la cible idéale pour la défense de la partie adverse.

La troisième recommandation suggère « que les aides accordées par le gouvernement du Québec aux entreprises de production cinématographiques et télévisuelles impliquent une obligation de faire réaliser, s'il y a lieu, les doublages au Québec » (38). Et c'est en vertu de cette recommandation qu'en 2003, la ministre de la Culture, Diane Lemieux, ajoute aux règles sur l'admissibilité d'une production au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle une norme qui oblige à confier le contrat de réalisation de la VDF à une entreprise établie au Québec.

La quatrième recommandation du rapport préconise « que la ministre québécoise de la Culture et des Communications propose à la ministre du Patrimoine canadien d'adopter des mesures complémentaires » (38). Mais bien que la collaboration complice des ministres Bacon et MacDonald ait démontré l'importance de travailler de concert, la situation actuelle est tout autre.

De plus, la négligence du gouvernement fédéral dans le dossier de la VDF est ahurissante. D'une part, dans les ententes internationales de coproduction, il devrait y avoir en principe obligation de doubler au Canada, mais le gouvernement fédéral n'exige pas le respect de cette clause. D'autre part, selon les clauses du Fonds canadien de télévision, il y a également obligation de doubler au Canada. Cependant la pratique est tout autre. La majorité des émissions canadiennes pour la jeunesse est doublée à l'étranger, soit en France ou en Belgique. En fait 76 % de toutes les émissions jeunesse diffusées au Québec, canadiennes ou autres, sont doublées à l'étranger et le gouvernement fédéral ne fait toujours rien pour améliorer la situation. Le dossier de la VDF ne semble guère préoccuper le palier fédéral. Le Canada, un pays officiellement bilingue qui s'ignore, estime qu'il n'est pas nécessaire d'intervenir.

La cinquième recommandation vise à « encourager les entreprises québécoises à signer des ententes globales avec les États-Unis pour la prestation des services techniques » (38). Pour ce qui est des ententes avec les *Majors*, les intervenants du milieu du doublage ne sont pas en manque d'idées. Ils savent user d'inventivité pour réviser leur compétitivité sans pour autant opter pour la solution gouvernementale préconisée, laquelle consiste à vendre leurs services à rabais. En 2003, ils avaient accaparé 69 % du marché en salle et ils investissent maintenant du côté du petit écran où les VDF de l'Europe monopolisent actuellement le marché du doublage pour la télévision.

Finalement, la sixième recommandation vise à « encourager les entreprises québécoises à partager les travaux de doublage avec les entreprises françaises » (38). Mais c'est plutôt la guerre froide de ce côté, car même si les syndicats francophones d'artistes-interprètes, membres de la Fédération internationale des acteurs (FIA), appuient les revendications québécoises à l'égard du doublage canadien des émissions canadiennes de langue anglaise, il reste que cette solidarité ne va pas jusqu'aux doubleurs européens.

Concrètement, et ce, depuis 2003, on assiste plutôt à une collaboration étroite entre l'Association des doubleurs professionnels du Québec et l'Union des artistes. Le rapport Lampron dit clairement que les doubleurs français se mobilisent mieux que leurs homologues québécois. Ce qui est en fait une fausse vérité. Tout de même, les doubleurs et les comédiens du Québec ont été bons joueurs et ils tâchent à leur façon de sensibiliser le public (<http://doublage.qc.ca/>) au contentieux du doublage. Et leur ingéniosité (www.milletunevoix.com/news.htm) et originalité (www.doublage.qc.ca/comprendre.htm www.doublage.qc.ca/etape72.htm) pèsent

lourd dans la balance des actions concrètes réalisées depuis le dépôt du rapport Lampron.

À l'UDA, le mot d'ordre est de canaliser le type d'intervention, non pas contre autrui mais de préférence en faveur de l'industrie du doublage. Cette attitude positive est orientée exclusivement vers l'épanouissement. L'UDA ne cherche pas à pénaliser qui que ce soit, elle veille aux intérêts de ses membres. Elle a pour mandat d'informer et, ce faisant, elle incite à la mobilisation (<http://doublage.qc.ca/vox3.htm>).

En somme, le rapport Lampron est formel : le protectionnisme frileux de la France est du jamais vu. Il n'existe nulle part ailleurs qu'en France de loi obligeant le doublage ou le sous-titrage des films sur le territoire national. Cependant, les doubleurs français ne veulent pas s'engager à faire modifier ce décret. Un mythe demeure, celui de la « loi-miroir ». Les doubleurs français n'ont de cesse de recommander aux Québécois d'adopter eux aussi une loi du même type pour protéger leur marché. Cependant, selon les ententes commerciales de l'OMC, une telle loi est tout aussi illégale que l'embargo français. Aussi, le rapport rejette-t-il cette solution.

Ce rejet s'explique facilement, car une telle loi est abusive. Un embargo réciproque irait à l'encontre des ententes internationales de libre marché. Il y a aussi fort à parier que le projet de loi ne survivrait pas à la négociation en chambre, puisque l'opposition aurait tôt fait d'objecter la légitimité d'une telle loi, étant donné son illégalité commerciale selon les ententes de l'OMC.

Deux issues possibles : l'OMC ou le droit français

Le décret français, dans ses fondements comme dans sa pratique, va à l'encontre du principe d'abolir toute barrière commerciale entre les pays de l'espace francophone pour une meilleure circulation des artistes et des créations culturelles. Généralement, un pays se protège contre une force dominante, pas le contraire. Dans le cas du décret français, c'est justement le contraire que pratique la France. Aussi, la toute première recommandation du rapport est la suivante : « Maintenir les pressions politiques et syndicales pour faire en sorte que le décret français soit aboli en misant sur un rappel des objectifs communs à la France et au Québec concernant la circulation des biens culturels » (38). L'embargo français affiche une attitude coloniale défendant son exception culturelle au détriment d'un autre pays de l'espace francophone. La France inflige un impérialisme culturel. Et elle impose son hégémonie non pas exclusivement au Québec, mais à l'échelle du Canada français en entier.

Le quatrième chapitre du rapport, intitulé « Les perspectives de solution et de développement », évoque deux types d'interventions légales ayant pour but d'abolir le décret. Cependant, alors que des solutions sont suggérées dans le corps du texte, M. Lampron reste très évasif dans sa conclusion quant à la façon de procéder

recommandée pour abolir le décret français. Dans le quatrième chapitre, il est pourtant clair que M. Lampron privilégie la deuxième option, la contestation du droit français. Car, en ce qui a trait à ce recours, le rapport ne fait que stipuler comment procéder, tandis que pour la première option, soit une contestation devant l'OMC, le rapport soulève cinq arguments justifiant le refus d'un tel recours.

Le rapport Lampron énonce clairement qu'il vaut mieux ne pas s'approprier notre droit légal de contester devant l'OMC. Et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, il y est stipulé :

Pour parvenir à faire abolir le décret français, la première option étudiée a été de recourir aux instances internationales afin de dénoncer l'abus de protectionnisme de la partie française. Ce n'est pas une option valable parce qu'il n'est pas dans notre intérêt de questionner devant une organisation internationale la politique de notre plus fidèle allié dans la reconnaissance du principe de l'exception culturelle (31).

En d'autres mots, on ne voudrait pas créer l'image d'une faille, quelle qu'elle soit, dans le front commun francophone. Mais cette image reflète pourtant avec une précision remarquable la situation qui perdure depuis plus de cinq décennies : un embargo commercial qui date de 1949. Mais qu'est-ce que le Québec a-t-il fait à la France pour mériter un tel sort? Ou plutôt, si vous voulez mon humble avis, qu'est-ce qu'il ne lui a pas fait?

Deuxièmement, le rapport ajoute : « Par ailleurs, les arguments que nous devrions utiliser devant le tribunal seraient de nature à invoquer la limite du concept de l'exception culturelle, un argument qu'ont utilisé les Américains dans le dossier de *Sports Illustrated* » (31).

Est-ce que M. Lampron n'a pas vu comment, au cours de cette contestation devant l'OMC, l'argument de l'exception culturelle a été invoqué en vertu de l'ALENA qui protège l'industrie culturelle canadienne? Les Américains et les Canadiens ont tour à tour évoqué l'exception culturelle en raison de l'ALENA. Cependant, entre le Québec et la France, il n'y a aucune entente à cet effet. Au contraire, il existe un principe voulant que toutes les barrières commerciales entre les pays de l'espace francophone soient abolies pour permettre une meilleure circulation des artistes et des créations culturelles, principe que le décret écorche avec une attitude tout à fait insolente.

Troisièmement, le rapport déclare : « Les batailles à venir sont trop importantes pour que nous soyons les artisans d'une contestation qui ne mènerait ultimement qu'à affaiblir nos positions communes sur la scène internationale » (31). Pour l'heure, je ne vois qu'une position affaiblie, celle du Québec envers la France.

Quatrièmement, le rapport explique : « À cet inconvénient s'ajoute celui des délais inhérents à un tel recours » (31). C'était en 1997. La plainte des Américains devant l'OMC, pour *Sports Illustrated*, fut déposée en 1996 et la décision rendue en

1997. Si le rapport Lampron avait recommandé de contester devant l'OMC, nous aurions assurément à ce jour la décision en main.

Et cinquièmement, le rapport précise que « cette plainte serait de part et d'autre entre les mains d'intermédiaires, le Canada et l'Union européenne » (31). En effet, j'aimerais penser que si le « Oui » l'avait remporté au Québec lors du référendum de 1995, ce décret serait déjà aboli, non pas que le séparatisme soit la solution miracle, mais bien en raison du peu de gloire pour le gouvernement québécois advenant un recours auprès de l'OMC. Un tel recours ferait intervenir des intermédiaires, soit une négociation entre le Canada et l'Union européenne, ce qui ne serait pas très flatteur pour le Québec. Ce que le rapport émet, en sourdine, c'est que le Québec, à lui seul, n'a pas le pouvoir de résoudre toutes les questions relatives au doublage en version française.

Toutefois, il me semble que l'union fait la force. N'est-ce pas là le principe justifiant l'Union européenne? Cette fausse pudeur devant l'éventualité d'avoir à recourir à des intermédiaires tient du sophisme – ou plutôt elle cache un embarras, celui de devoir s'adresser aux autorités fédérales pour régler le dossier du doublage au Québec.

En somme, de ces cinq objections se dégagent, d'une part, une pudeur à recourir au fédéral et, d'autre part, un dessein de maintenir une solidarité envers la France, et ce, nonobstant le maintien d'un décret qui brime les ententes commerciales et le flagrant manque de solidarité de la France envers le Québec.

La solution de rechange que le rapport suggère consiste à contester le décret en vertu du droit français. D'emblée, le rapport spécifie :

s'il n'est pas possible au gouvernement du Québec de chercher à faire valoir directement devant les tribunaux français un manquement de la France au droit international en tant que tel, car il se buterait à l'objection qu'un gouvernement ne peut contester la législation d'un État souverain que par un recours à l'OMC, cette possibilité, selon les avis juridiques reçus, existe par contre pour les artisans de l'industrie du doublage (31).

Puis, il suggère deux voies pour contester le décret en vertu du droit français, d'abord en vertu du droit administratif et ensuite en déposant une demande d'abrogation. La première n'est pas viable.

Selon le rapport, en réponse au refus du Centre national de cinématographie (CNC) de France d'accorder un visa à un film doublé en version française au Québec, « les nationaux d'un État (personnes ou entreprises)» auraient la capacité d'introduire un recours pour excès de pouvoir (31). Mais, de toute évidence, et ceci M. Lampron n'en fait aucunement mention, le tribunal trancherait en faveur du CNC, puisque le décret lui donne ce pouvoir légal de refuser les VDF québécoises. C'est la raison pour laquelle cette solution n'est pas viable, reste donc la deuxième possibilité : la demande d'abrogation.

Le rapport insiste sur l'option ouverte à « toute personne, toute entreprise ou toute association qui a un intérêt suffisant et qui s'estime lésée par l'application du décret » (31). (Il est ici à l'avantage de M. Lampron d'omettre de mentionner le quatrième intervenant éventuel, soit la personne publique.) Puis, en conclusion, M. Lampron énonce qu'en France, « la loi est maintenue grâce à l'acharnement des syndicats » (32) et qu'en contrepartie, l'abrogation de cette loi devrait venir de « la même force de mobilisation de la part des syndicats québécois » (32).

La force de mobilisation des syndicats français est une fausse vérité. À vrai dire, si les doubleurs français sont plus à même de faire une forte pression par leur débrayage, c'est qu'ils sont tellement à la dernière minute dans leur calendrier de production qu'une grève risque de priver les chaînes de télévision de leur *soap opera* américain favori à très court terme. Or, quand les téléspectateurs clament leur mécontentement, ils obtiennent beaucoup plus de voix que s'il n'était question que de cinéphiles. J'ai déjà mentionné comment au Québec, les doubleurs ont conquis leur part du marché en étant plus compétitifs et plus rapides. Ainsi, quand M. Lampron affirme qu'il y a un manque de mobilisation au Québec, il omet ce facteur de l'impact de la mobilisation. En France, une grève de trois semaines priverait les téléspectateurs de leur programme américain favori. Au Québec, la rapidité de production fait obstacle et, de plus, le marché de la VDF télévisuelle est encore à conquérir. Au Canada, le marché de la VDF-TV est monopolisé par la France et la Belgique. Par conséquent, il faudrait compter quelques mois pour qu'une grève ait un impact, et ce exclusivement pour les cinéphiles.

Le grand stratagème du rapport est de remettre la responsabilité aux doubleurs québécois tout en omettant d'insister sur la possibilité pour une personne publique d'entamer un recours légal. Il y est spécifié que le gouvernement du Québec ne peut se prévaloir d'un tel recours, bien que cette possibilité « existe par contre pour les artisans de l'industrie du doublage » (31). Cependant, on peut lire plus bas: « Un Québécois, une personne privée aussi bien qu'une personne publique, s'estimant lésée [...] aurait alors la capacité d'introduire un recours » (31). Le rapport présente le recours légal comme une solution pour les artisans de l'industrie du doublage. Pourtant, il est tout aussi possible pour une personne publique, par exemple la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), l'IQC ou même la ville de Québec ou la communauté urbaine de Montréal, de déposer une demande d'abrogation du décret. Voici comment il faudrait procéder :

La seconde voie serait le dépôt d'une demande d'abrogation du décret sur le doublage comme contraire aux engagements internationaux de la France en vertu d'un autre décret qui stipule que « l'autorité compétente est tenue de faire droit à toute demande tendant à l'abrogation d'un règlement illégal, soit que le règlement ait été illégal dès la date de sa signature, soit que l'illégalité résulte de circonstances de droit ou de faits postérieurs à cette date » (31).

Toutefois, cette mesure comporte un facteur de risque. Selon la jurisprudence française, le juge administratif pourrait avoir la latitude de remettre le dossier aux

autorités concernées en matière de droit international, soit l'OMC. Le requérant ne serait alors pas plus avancé.

Le rapport oriente son propos en clamant qu'il revient aux artisans de l'industrie du doublage de se prévaloir d'un recours en justice. Il me semble que lorsqu'on traite de droit international, les entités gouvernementales devraient se sentir les premières concernées, suivies des entités publiques, puis des particuliers. Il n'incombe pas à l'entreprise privée et aux syndicats de régler des aberrations légales internationales. L'OMC est l'organisme qui a été créé pour s'occuper de tels litiges. Si le gouvernement québécois est trop chaste pour oser recourir à l'aide de l'intermédiaire fédéral, qu'il assume la responsabilité en vertu du droit français à l'aide de l'intermédiaire d'une personne publique et qu'il lui demande de déposer une demande d'abrogation du décret.

Il est tout à fait insensé que, même devant l'évidence de l'illégalité de cette loi devant l'OMC, M. Lampron juge qu'il vaut mieux ne pas s'approprier notre droit légal de contester. C'est là le rôle de l'OMC de favoriser des ententes commerciales équitables et d'intervenir pour mettre un terme à tout embargo commercial ou autre loi causant préjudice à un État membre de l'organisation. Et c'est le rôle du gouvernement fédéral de faire respecter les ententes internationales. Le choix d'opter pour le statu quo dénote l'attitude d'une victime qui choisit de s'accommoder de sa position de victime. Telle une victime de viol n'osant pas dénoncer son agresseur, le rapport Lampron s'inquiète de l'atteinte portée aux liens diplomatiques avec un allié. On croirait entendre un cas d'inceste où la victime n'ose pas parler par crainte de léser un membre de sa famille. Un viol est un viol, et le viol des ententes commerciales de libre marché perpétré par le décret français doit être dénoncé auprès des entités juridiques concernées, soit l'OMC.

L'histoire, l'État et le Commerce

Depuis le dépôt du rapport Lampron, il y a déjà sept ans, très peu de choses ont changé. Cet embargo outrancier qui prévaut depuis plus de 60 ans a toujours force de loi. En vertu d'un lobbying diplomatique de perdant, le Québec endure une situation absolument aberrante. Du côté de la France, le gouvernement accepte la position des syndicats, lesquels ont toujours été directs en admettant qu'ils n'avaient nullement intérêt à modifier une loi qui les avantage, illégale ou pas. Ce constat devrait à lui seul suffire pour faire bouger les instances politiques québécoises concernées. Eh bien non! Diplomatie oblige! Il est grand temps que les Québécois se mettent debout et cessent d'accepter de perdre la partie.

Concrètement, la conséquence majeure de la publication du rapport Lampron a été d'offrir nos services VDF à rabais. Le coût fiscal du crédit d'impôt remboursable en 2000-2002 a atteint quelque deux millions de dollars. Si le gouvernement n'a pas le courage de faire face à la situation, qu'il impose de nouveau la taxe aux dépens des *Majors* américains et que les profits engendrés soient versés aux artisans de

l'industrie du doublage pour leur donner les moyens de contester le décret devant les tribunaux en vertu du droit français.

C'est très simple, maintenant. En raison des politiques d'abris fiscaux, les *Majors* américains prennent la toute première place et s'en mettent plein les poches. La France arrive bonne deuxième avec ses privilèges exorbitants et ici, au Québec, c'est le tiers-monde! Nous en sommes réduits à vendre notre production à rabais, et ce, tout en exemptant les entreprises pour mieux taxer les citoyens. Il est grand temps que les gouvernements du Québec et du Canada travaillent de concert et se dotent d'une vision culturelle. D'une part, on fait un rabais aux multinationales américaines et, d'autre part, on ampute les budgets de l'ONF et de Téléfilm Canada. Qui féliciter?

Dans le cas présent, les lois commerciales en matière de production VDF ne s'appliquent pas de la même façon en raison des structures idéologiques et légales instituées. La France a des acquis légaux, un décret (illégal) avec son précédent commercial, tandis que dans les coulisses diplomatiques de la scène politique québécoise, on acquiesce. Quand un lien diplomatique vous ligote les mains derrière le dos sans réciproque, il s'agit d'impérialisme. Cette situation démontre bien à quel point le Québec, dans ce litige, affiche une attitude de colonisé, baissant les bras devant son droit à un recours légal devant l'OMC, c'est-à-dire acceptant résolument la défaite, avant même d'avoir joué la partie. Par ailleurs, le décret français montre une attitude coloniale, faisant de son exception culturelle une des seules valeurs à défendre à l'intérieur de l'espace francophone.

Par conséquent, les lois ne sont pas les mêmes pour le tiers-mondiste Québec. Il ne peut accéder au marché français, et ce, tant pour le doublage des productions canadiennes-anglaises que pour celui des films américains. La situation est aussi, par ricochet, celle d'un Canada tiers-mondiste qui n'a pas le courage d'affronter le bilinguisme que sa constitution a « officialisé ». On pourrait y voir un manque de vision ou encore simplement un manque à gagner en raison d'un passé colonial qui perdure. Mais dans les faits, est-ce bien différent?

Il faut l'avouer, dans l'univers commercial, tous les hommes ne sont pas nés égaux. Les entités commerciales ne partent pas toutes avec les mêmes chances à la ligne de départ. C'est ainsi qu'on différencie l'empire du tiers-monde, selon la teneur du handicap qui lui est assigné dès le départ. Toutefois, quand ces entreprises sont des entités culturelles, le bât blesse, et ce, considérablement, car il revient à la culture de transformer ses structures et ici, le cercle herméneutique fait vortex pour se refermer sur lui-même.

Le Québec ne fait pas le poids. Tel un poids plume dans le ring, il combat agilement, mais l'adversaire est un colosse. Que le plus fort gagne! C'est doublement que le Québec ne fait pas le poids, car si, d'une part, les lois commerciales protègent le plus fort, d'autre part, il sera avisé de ne pas tenter un recours par crainte de perdre un allié. Qu'on se le dise, le recours à l'OMC n'est pas une solution viable pour le tiers-mondiste Québec. La situation est alarmante pour

une culture colonisée par des intérêts impérialistes. Les forces de l'histoire se resserrent sur le devenir québécois telle une irrémédiable entropie.

L'historique du contentieux démontre les relations de pouvoir à deux échelles : nationale et internationale. Quand le rapport Lampron identifie la force de mobilisation de la France, il reconnaît en fait cette relation de pouvoir entre deux institutions au sein d'une même nation, l'État et le Commerce. Et, puisque la Loi dessert l'État, comme le Dollar dessert le Commerce, la force dominante est ici celle du Commerce apte à maintenir une contradiction au sein de l'État français, soit un décret illégal. Les rapports de forces institués démontrent qu'en France le Commerce gagne sur l'État, tandis qu'au Québec, comme au Canada, l'État gagne sur le Commerce, en offrant un abri fiscal qui donne un rabais sur les services de doublage.

Les strates de la culture présente se forment par la conservation des structures fondatrices de la culture antérieure. Et c'est pourquoi le rapport de force entre les deux espaces francophones avantage la France. D'une idéologie dominante dans la culture antérieure se forme un jugement autochtone, une strate; cette dernière tend, dès lors, vers l'inertie. En ce qui concerne l'embargo français, l'attitude québécoise de colonisé, n'osant réclamer ses droits auprès de l'ancien occupant français, fait du juste recours devant l'OMC un cas de lèse-majesté.

[*Jeanne Deslandes est chargée de cours au sein du programme de production cinématographique du National Taiwan University of Arts à Taipei*].

Ouvrages cités

Ministère de la Culture et des Communications, *L'industrie du doublage : consolidation et nouveaux marchés*, Comp. Pierre Lampron. Québec : Telbec, 20 août 1997.

Ministère des Affaires culturelles, cabinet de la ministre, *Communiqué no. 209*. Québec : Telbec, 10 février 1988.